PERISCOOP
periscoop2008@yahoo.fr
Le Soir d'Algérie - Mercredi 13 février 2008 - Page 2

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE CHEZ SADI

Le président du RCD a mis sur pied un groupe de travail interne chargé de suivre le dossier de la révision de la Constitution, a-t-on appris de source proche du parti. Pour mener ce groupe, Saïd Sadi a désigné un juriste spécialisé, le député de Tizi-Ouzou Hakim Saheb, auquel est donc confiée la mission de présenter un rapport détaillé et une lecture précise de tous les amendements que proposera Bouteflika dans la nouvelle Constitution.

Mystère chez Ghoulamallah

Le ministère des Affaires religieuses a récemment lancé une opération en faveur des investisseurs désireux d'installer des projets sur des terres wakfs.

Deux terrains de 12 000 et de 6 000 mètres carrés situés à Bir-Mourad-Raïs ont été proposés dans le cadre de cette opération.

Sauf que les cahiers des charges concernant ces deux lots sont quasiment introuvables au niveau de la sous-direction de «l'investissement des biens wakfs». Une situation bien mystérieuse, estiment certains cadres du département de Ghoulamallah.

Le don de la BID

Nous avons appris de sources crédibles que la Banque islamique de développement (BID) vient d'octroyer au ministère des Travaux publics plus de 362 millions de dollars pour le financement d'une partie de l'autoroute transsaharienne Alger-Lagos.

Ce financement est le premier de la part de cette banque saoudienne et ne serait peut-être pas le dernier, selon toujours les mêmes sources.

C'est la série chez Berraf

C'est, décidément, à une cascade de démissions que doit faire face Mustapha Berraf, le président du Comité olympique algérien. Ainsi, après MM. Raouraoua et Bouabdallah, c'est au tour du responsable de la commission de communication du COA de claquer la porte pour, dit-on, des «désaccords» avec le président.

BAZOOKA

Ingérences et ambition nationale

(3) et fin

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Pour comprendre tout à fait la déclaration de l'ambassadeur britannique, j'ai récupéré hier un rapport déclassifié de la CIA, édité en France et commenté par Alexandre Adler et dont je vous parlerai à partir de samedi. J'ouvre le livre et je tombe par le plus pur des hasards sur un chapitre traitant des inégalités sociales croissantes. Je me suis dit : «Zut ! Si la CIA emprunte aux communistes leurs grilles de lecture où allons nous ?» Plus sérieusement, vous savez que la CIA emploie directement ou indirectement des milliers et des milliers de chercheurs et d'experts en sciences sociales et n'engage jamais une action quelle qu'elle soit sans une étude approfondie confiée à ces spécialistes.

Ce rapport consiste à dresser un tableau, une projection, de ce que sera le monde en 2020. Vous imaginez bien que le monde arabe, la Chine, l'Inde et les questions énergétiques constituent les préoccupations centrales de ce rapport. Bref, les Etats-Unis, la France, l'Angleterre et tous les pays développés emploient leurs services, leurs centres de recherches, leurs experts à lire le monde et à prévoir ses évolutions. Cela peut vous paraître une lapalissade. Détrompez-vous. Cela veut dire pour eux que la politique ne repose pas sur le hasard des hommes providentiels mais sur des facteurs économiques et sociaux qui déterminent l'évolution politique et l'action des hommes qui en expriment les tendances lourdes.

Dans ce tableau du monde de 2020, le pétrole et le gaz auront une importance et un poids accrus et par conséquent l'Algérie aussi. Dans cette configuration, l'Algérie est un pays clé pour la stabilité régionale et tout ce que voient, analysent et interprètent les chancelleries ne prête pas à l'optimisme, du point de vue de leurs intérêts et de leurs stratégies.

Le deal implicite de l'accord avec l'Union européenne, de l'entrée dans l'OMC et de toutes les autres convergences verbales avec le monde développé postule que l'Algérie se dote d'un Etat ; néocolonial certes, mais d'un Etat quand même, c'est-à-dire d'un encadrement du pays par le droit non par l'humeur. Pour prendre les décisions difficiles qui mettraient notre pays sous leur coupe, ils ont besoin d'un pouvoir légitimé par des élections libres et donc capable d'opposer sa légitimité à ses détracteurs. Pas d'un pouvoir qui leur offre une loi sur les hydrocarbures qu'ils n'avaient ni demandée ni espérée et qui revient dessus sans aucune raison apparente. La liquidation des bases industrielles, économiques, politiques et idéologiques de l'Etat national embryonnaire sous Boumediene et en réanimation sous Zeroual n'a pas débouché sur la fondation de l'Etat néocolonial dont on nous dicte sans cesse les grandes orientations économiques, les obligations législatives et le mode d'emploi politique.

Le problème soulevé par l'ambassadeur britannique se résume à cette équation qu'une contre-révolution, joliment baptisée transition, n'a pas réussi à construire un Etat néocolonial ni à liquider les débris de l'Etat national. C'est cet échec qui mène le pays à cette involution vers les formes, contradictoires et combinées contre toute logique, de l'allégeance tribale et de l'exercice sultanique du pouvoir.

M. B.